

Aperçu : Trois ans après le « printemps arabe », les économies de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord¹ continuent à tourner au ralenti. Les troubles politiques en Égypte, l'impasse en Tunisie et l'escalade de la guerre civile en Syrie, avec ses retombées au Liban et en Jordanie, pays voisins, ont ralenti l'activité dans les pays en développement importateurs de pétrole. En rythme annuel, le PIB de l'Égypte a baissé de 3,2 % pendant le deuxième trimestre de 2013, et la croissance pendant l'exercice budgétaire (clos à la fin de ce même trimestre) s'est établie à 2 %, soit encore moins que les 2,3 % enregistrés en 2012.

En rythme annuel, la production industrielle des pays importateurs de pétrole a diminué de 36 % en trois mois, d'août à octobre, surtout du fait de sa chute en Égypte, où elle a accusé une baisse de 44 %. Toutefois, pour la première fois en 13 mois, l'indice des directeurs d'achat (PMI) est repassé dans le vert en novembre 2013 et est resté positif en décembre, signe annonciateur d'une amélioration de la production manufacturière. Les entrées de touristes dans les pays importateurs de pétrole se sont écroulées sous l'impact des problèmes de sécurité résultant du changement de régime en Égypte en 2013 et de la poursuite de la guerre civile en Syrie, qui a affecté le Liban et la Jordanie. En rythme annuel, les entrées de touristes ont chuté de 57 % en trois mois, de juillet à septembre, dans les pays importateurs de pétrole.

Sur un an, la production de pétrole des pays exportateurs (près du tiers de la production de la région) a reculé de 8,5 % en 2013, du fait de la dégradation de la sécurité, des grèves et des problèmes liés aux infrastructures en Algérie, en Irak et en Libye, et des sanctions internationales dans le cas de la République islamique d'Iran.

Les déséquilibres extérieurs se sont aggravés dans les pays en développement de la région. Les déficits des paiements courants se sont creusés dans les pays importateurs de pétrole – plus particulièrement frappés par la chute des recettes du tourisme – alors que les excédents ont fondu dans les pays exportateurs de pétrole, du fait du recul de leurs exportations. À de rares exceptions près, les déséquilibres budgétaires ont empiré partout dans la région, surtout chez les importateurs de pétrole. Cette dégradation tient aux pertes de revenus dues au ralentissement de la croissance, à l'alourdissement de la masse salariale dans le secteur public, aux subventions à l'appui des produits alimentaires et des carburants après le « printemps arabe » et, dans certains cas, à l'accroissement des charges du service de la dette.

Perspectives : La croissance des pays en développement de la région devrait rester faible pendant la période considérée. Dans le scénario de base, il n'est pas prévu d'amélioration notable de l'instabilité politique qui secoue la région. De ce fait, la croissance globale de la zone, qui a reculé de 0,1 % en 2013, devrait s'établir à 2,8 % en 2014, et passer à 3,3, puis 3,6 % en 2015 et 2016, respectivement, des chiffres bien inférieurs au potentiel de la région. Dans les pays en développement importateurs de pétrole, la consommation sera soutenue par d'importantes dépenses publiques destinées aux salaires et aux subventions, alors que les investissements publics risquent, eux, d'être limités par l'importance des déficits budgétaires pendant la période considérée. Les prix pétroliers restant relativement élevés, la croissance des pays en développement exportateurs de pétrole se renforcera à mesure que les problèmes liés aux infrastructures seront résolus et que la situation sécuritaire commencera à s'améliorer.

Risques : Des risques importants de dégradation de la situation, pour l'essentiel propres à la région, pèsent sur les perspectives de cette zone. Une nouvelle escalade de la violence en Syrie, avec des retombées sur d'autres pays, peut déstabiliser la région. Les ratés des transitions politiques et une nouvelle escalade de la violence fragiliseraient davantage la confiance et retarderaient les réformes structurelles ou réduiraient la production pétrolière.

¹ Pour les besoins de la présente note, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord ne comprend pas les pays à revenu élevé du Conseil de coopération du Golfe (GCC).

Les risques extérieurs sont plus nuancés. La croissance en Europe pourrait remettre en cause la reprise, déjà modeste, qui y est prévue, mais elle pourrait aussi l'amplifier. Les risques résultant d'un resserrement des conditions financières au niveau mondial pourraient faire monter les primes de risque pour les pays en développement et freiner les IED. En outre, un affaissement plus prononcé que prévu du cours des produits de base pourrait provoquer une dégradation importante des comptes extérieurs et budgétaires des pays exportateurs de pétrole, profitant en revanche davantage aux importateurs plus vulnérables.

Moyen-Orient et Afrique du Nord - Résumé des perspectives par pays

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) □

					Est.	Prévision		
	00-09 ^a	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2010)								
Algérie	3.4	3.6	2.6	3.3	2.8	3.3	3.5	3.5
Égypte, Rép. arabe d'	4.4	3.5	2.0	0.5	1.8	2.3	2.7	3.3
Année fiscale	4.3	5.1	1.8	2.3	2.0	2.2	3.1	3.3
Iran, Rép. islamique d'	4.6	5.9	2.2	-2.9	-1.5	1.0	1.8	2.0
l'Irak	-1.0	0.8	8.5	8.4	4.2	6.5	6.6	8.3
Jordanie	6.1	2.3	2.6	2.8	3.0	3.1	3.3	3.8
Liban	4.4	7.0	3.0	1.4	0.7	2.0	2.7	4.2
Libye	3.8	3.5	-53.9	104.5	-6.0	23.0	12.2	9.0
Maroc	4.6	3.6	5.0	2.7	4.5	3.6	4.4	4.7
République arabe syrienne	4.6	3.2	-3.4	-21.8	-22.5	-8.6	1.7	1.7
Tunisie	4.2	3.0	-2.0	3.6	2.6	2.5	3.3	3.6
Yémen, Rép. du	3.5	7.7	-12.6	2.4	3.0	3.4	3.9	3.9

Source : Banque mondiale.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour sur la base d'informations nouvelles et de l'évolution de la conjoncture mondiale.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour Djibouti, la Libye et la Cisjordanie et Gaza.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées